

Appel à l'action (*)

contre la privation de la liberté de parole

des prisonniers en Pennsylvanie

Nous, soussignés, demandons l'abrogation de la Loi votée en procédure d'urgence les 15 et 16 octobre 2014 par la Chambre des représentants et le Sénat de Pennsylvanie.

Cette loi nommée « Revictimization Relief Act » donne un pouvoir discrétionnaire quasiment illimité aux Procureurs de district et au Procureur général de priver les prisonniers du droit à la parole, au prétexte que toute expression de leur part provoque « l'angoisse » des familles des victimes. Cette loi vise à la fois les prisonniers et les soutiens qui les parrainent. Ainsi, sous couvert de protéger les victimes, les politiciens s'octroie un pouvoir qui sera difficile, voire impossible, pour les citoyens à contrôler.

En cherchant à faire taire les prisonniers, la loi établit un précédent qui met en cause le Premier Amendement de la Constitution des Etats-Unis. Avec cette violation de la liberté de parole, l'Etat de Pennsylvanie prive en effet les citoyens de leur droit de savoir et de comprendre ce qui se passe dans les prisons ... Les tribunaux ont toujours défendu le droit constitutionnel des prisonniers à s'exprimer contre les tentatives des gouvernements des Etats et de l'administration pénitentiaire de le remettre en question pour des raisons politiques prétendument sécuritaires.

La protection des victimes, objectif louable en soi, suppose d'abord un processus judiciaire équitable et un verdict juste pour toutes les parties concernées. Elle n'est pas assurée en niant les droits fondamentaux de ceux reconnus coupables parce que la liberté de parole des prisonniers est aussi une garantie contre les condamnations injustifiées et les peines sévères souvent disproportionnées en regard des crimes allégués.

La société américaine est actuellement engagée dans un débat de grande envergure sur les problèmes de l'incarcération de masse. Ce débat n'aurait jamais pris cette dimension publique sans le témoignage et la réflexion des prisonniers eux-mêmes, par la dénonciation des violations systémiques de leurs droits devant les tribunaux et les conditions déshumanisantes de la vie carcérale.

Cette loi est revendiquée par l'Ordre fraternel de la police et ses alliés politiques parce qu'ils n'ont pas réussi à faire interdire le discours de Mumia Abu-Jamal lors de la remise des diplômes aux étudiants du Goddard College dans le Vermont ... Faute de pouvoir faire taire Mumia Abu-Jamal, cette Loi sacrifie les droits de tous les prisonniers.

Il s'agit d'un acte législatif contraire à l'éthique de la punition collective, principe à partir duquel la démocratie américaine a été érigée. Pour comprendre la société et ses problèmes, l'Etat ne peut être autorisé à faire taire les voix dissidentes ou impopulaires. Au lieu de défendre ce droit constitutionnel, les politiciens de Pennsylvanie semblent beaucoup plus intéressés à promouvoir leurs propres intérêts par la pratique de la vengeance politique ...

Comme le sénateur Daylin Leach l'a déclaré lors de son vote contre le projet de loi « c'est la plus extrême violation du Premier Amendement de la Constitution car cette Loi empêche tout prisonnier de s'exprimer sur toute question par crainte d'une poursuite civile de représailles ».

Cette loi viole la confiance du public ... C'est une attaque contre notre liberté, alors qu'elle devrait être protégée par le législateur et par voie de conséquence par celles et ceux qui ont la charge de la faire respecter même si les discours qu'ils entendent ne leur conviennent pas.

Nous, soussignés, protestons contre l'abus de pouvoir de l'Etat de Pennsylvanie et son piétinement des droits fondamentaux de l'homme : des étudiants d'entendre Mumia Abu-Jamal, des enseignants et des journalistes d'accéder à la parole des prisons. Plus généralement nous nous opposons à toute restriction de la libre circulation de l'information dans la société.

Avec un nombre croissant d'exécutions sommaires par la police à travers le pays et l'adoption de Lois contrevenant aux droits constitutionnels, nous appelons les citoyens à s'organiser collectivement et à agir pour s'opposer aux dérives de plus en plus inquiétantes de la politique de l'État de Pennsylvanie.

- Participez à Philadelphie à la journée de mobilisation du 22 Octobre 2014 pour l'abrogation de la Loi privant les prisonniers de tout droit d'expression : Conférence de presse à 12 heures - Manifestation à 16 heures - Réunion à la Mairie à 18 heures.
- Signez la pétition en ligne :
http://act.rootsaction.org/p/dia/action3/common/public/?action_KEY=10521

Pour plus d'informations :

www.mumiabujamal.com / www.bringmumiahome.com / www.prisonradio.org / www.freemumia.com

(*) Cet appel a été traduit par le Collectif français « Libérons Mumia »

Signataires de cet appel :

International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal (ICFFMAJ)
National Lawyers Guild
Center for Constitutional Rights
Prison Radio
Cornel West
Frantz Fanon Foundation, France
MOVE
Educators for Mumia Abu-Jamal (EMAJ)
Campaign to Bring Mumia Home
Free Mumia Abu-Jamal Coalition (NYC)
Keith D. Cook, the Cook Family & Friends
International Action Center/IAC
Campaign to End the New Jim Crow
Students Against Mass Incarceration (SAMI)
National Jericho Movement
Netfa Freeman, Voices With Vision on WPFW 89.3 FM, Washington DC
German Network Against the Death Penalty and to Free Mumia Abu-Jamal
Committee to Save Mumia Abu-Jamal
Sankofa Community Empowerment
Mobilization to Free Abu-Jamal/Northern California
Le Collectif Français "Libérons Mumia"
Amig@s de Mumia de México
Resistance in Brooklyn
Megan Gabriel, The DC Childcare Collective
Workers World Philadelphia
Carl Dix, Revolutionary Communist Party, USA
Komitee Free Mumia Wien, Austria
Iyalua Ferguson
New Jim Crow Movement, Florida
Free Marissa Now (FMN) Mobilizing Campaign
Will Miller Social Justice Lecture Series, Burlington, VT
Black Organizing for Leadership & Dignity (BOLD)
Samuel Légitimus, Collectif James Baldwin de Paris
Freedom Archives
Talib Kweli
Frances Goldin
Laura Whitehorn
Dave Lindorff, Journalist, Founding Editor of ThisCantBeHappening.net
National Jericho Movement
Prison Action Network
Family & Friends of Incarcerated People (FFOIP)
Campaign to End the New Jim Crow
Blue Carreker, Citizen Action of New York Campaign Manager
Askia Coalition Against Police Brutality
Human Rights Coalition-Philadelphia Chapter
Tracy Frisch
Alice Sturm Sutter, North Manhattan Neighbors for Peace and Justice
Pinky Stanseski & Sophie Stanseski
Daniel Vila, Green Party Candidate
Kemah C. Washington
David Swanson, Campaign Coordinator of RootsAction.org
Didier Paillard, Maire (Mayor) de Saint-Denis (France)
Soffiyah Elijah, Executive Director of Correctional Association of New York
Linda Guillebeaux, Sekou Odinga Defense
International Committee for the Freedom of the Cuban 5
Students Against Mass Incarceration (SAMI)